

# Planète en danger : Stop à l'AGCS

La Terre parle : cyclones meurtriers suivis de sécheresses catastrophiques, perte de fertilité des sols, fonte des calottes polaires. Ces signaux d'alarme lancés par la planète sont autant de messages à l'espèce humaine.

**À moins de profonds changements dans le système économique global, la Terre, en proie à l'effet de serre, deviendra bientôt inhabitable. Les dommages produits par notre civilisation, semblent jour après jour confirmer l'incompatibilité de la survie de cette civilisation avec notre survie en tant qu'espèce vivante.**

Or la compétition internationale exacerbée par les accords de « libre-échange » ne tolère plus de frein à la pollution et au pillage des ressources. **L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), en guise de réglementation du commerce international, programme la privatisation des biens communs de l'humanité : l'eau, les ressources naturelles, l'énergie et la biodiversité...**

Ce scénario avance masqué à travers le plus complexe des accords de l'OMC, **l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS)**. Accord sans précédent, l'AGCS fonctionne comme une bombe juridique à fragmentation., Il concerne tous les services, privés ET publics, à l'exception des services dits régaliens à savoir police, justice, armée, diplomatie.

Un grand marchandage s'organise, sous forme de demandes et d'offres de libéralisation de services. **L'Union Européenne fait pression pour obtenir, via l'AGCS, l'ouverture à la concurrence de tous les secteurs dits d'environnement** : les déchets solides / dangereux, la biodiversité, la gestion des forêts, l'eau... Dans ce marchandage planétaire, **les États-Unis, de leur côté, exigent la libéralisation de toute la filière de l'énergie** : prospection, extraction, production, transfert, consommation et gestion pour tous les combustibles et produits énergétiques.

**A travers le grand troc de l'AGCS, à l'insu des Parlements et des populations, se joue la privatisation même des entrailles de la terre. En tant qu'êtres humains solidaires avec les autres membres de notre espèce et vis-à-vis des générations futures, il nous incombe d'exiger et d'obtenir la suspension des négociations de l'AGCS.**

## Nous demandons :

- **La suspension immédiate des tractations de l'AGCS et la remise en cause du mandat de négociation du commissaire européen au commerce extérieur.**
- **Un moratoire sur les conséquences des politiques menées par l'OMC.**
- **La subordination du commerce aux droits humains fondamentaux.**

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

SIGNATURE :

## À retourner

### Soit à vos élus de proximité :

M. le président du Conseil Général de la Drôme  
Hôtel du département  
26 avenue du président Herriot  
26026 Valence

### Soit au président de la république :

M. Le Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 rue du faubourg St Honoré  
75008 Paris  
(dispensé de frais de port)

NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS CONCERNÉ(E)S, NOTRE PASSIVITÉ COLLECTIVE SERAIT LE SIGNE DE NOTRE ASSUJETISSEMENT CONSENTI AUX DESTRUCTIONS HUMAINES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES GÉNÉRÉES PAR LA MONDIALISATION.